



GROUPEMENT D'ETUDES ET DE RECHERCHES

NOTRE EUROPE

Président : Jacques Delors

DISSERTATION SUR LES VALEURS

**Intervention de Jacques DELORS
devant la Conférence mondiale quadriennale
des Abbés Bénédictins**

S. Anselmo, Rome

8 septembre 2000

Les valeurs se développent dans un contexte précis, dans sa dimension spatiale comme dans sa dimension historique. Elles ne sont ni pré-établies, ni éternelles. Elles se déclinent d'une manière abstraite, mais s'incarnent dans des actions et des institutions concrètes. Autrement dit, elles illustrent à la fois une représentation du monde et un comportement.

Le débat est donc permanent entre les tentatives d'exprimer formellement ces valeurs et leur traduction dans la vie concrète. Le danger est qu'au nom du pragmatisme ou mues par un certain cynisme, les acteurs de la société ne s'acharnent à étouffer le débat. C'est un risque permanent, et plus particulièrement en ce début de XXIème siècle, en raison de la domination d'un certain économisme et du désenchantement de la politique.

Je vous propose, pour notre réflexion en commun, un cadre rappelant les principaux paramètres de l'évolution contemporaine, avant de discerner, entre l'immuable et le changeant, ce que sont, me semble-t-il, les valeurs dominantes. Partant d'un regard critique sur le monde contemporain, je ne saurais me soustraire, pour terminer, à quelques propositions susceptibles, selon moi, de faire progresser notre humanité et nous-mêmes, en tant que personne.

I. DE QUELQUES PARAMÈTRES DE L'ÉVOLUTION DU MONDE

La question du Mal

Si cette question a toujours obsédé l'humanité, elle a pris des formes nouvelles depuis la dernière guerre mondiale, en raison du développement des idées proclamant la mort de Dieu et, au milieu de ce siècle, le scandale - sans égal aux yeux de beaucoup - de la Shoah.

On ne peut plus affirmer, comme longtemps : si vous souffrez, c'est parce que vous avez pêché. De nombreux philosophes se sont attaqués à ce gigantesque problème, Karl BARTH qui évoquait "la main gauche de Dieu", Paul RICOEUR qui s'interroge sur "la perpétuelle reconstitution du mal".

L'incrédulité religieuse, en Occident, est née de ces multiples interrogations.

Si j'évoque la Shoah, c'est en raison de son caractère atroce, de sa dimension et aussi de l'affreuse banalité des gestes de ceux chargés de préparer, puis d'exécuter cette entreprise de disparition du peuple Juif. L'interrogation demeure, le complexe de culpabilité s'étend. Retenons simplement, pour notre réflexion d'aujourd'hui, l'admirable réponse de Hannah ARENDT plaidant à la fois pour le pardon qui n'est pas l'oubli et pour la promesse aux fils de ceux qui ont participé au mal absolu, afin de leur permettre de s'insérer dans la communauté.

Mais la diffusion de l'information a permis à chacun sur cette terre, de connaître des crimes collectifs commis aux quatre coins du Monde. Pourquoi tout ce mal s'il existe un Dieu de bonté ? À quoi Paul RICOEUR répond "Il y a le mal, mais je ne sais dire pourquoi".

De ces prolégomènes, je tire deux constatations sur les valeurs vécues. L'une concerne les débuts d'une conscience mondiale autour du thème des Droits de l'Homme, avec les confusions que cela entraîne entre, selon l'expression de Max WEBER, "la rationalité des fins et la rationalité des moyens".

L'autre observation, c'est, au moment même où le mal éclate de partout, cette aspiration à "la société à risque zéro". Fabuleuse simplification de la part de ceux qui s'agitent, s'inquiètent et revendiquent pour la réalisation de cet objectif hors d'atteinte. Dangereuse aliénation pour tous ces hommes et ces femmes qui nient le tragique de l'existence et toute interrogation sur leur responsabilité personnelle dans cette évolution.

La domination de l'économisme

La question est banale à force d'être répétée par les intellectuels et les spécialistes de sciences humaines. Depuis une trentaine d'années, l'économie a pris le pas sur le politique, la nécessité et la contrainte servant d'alibis. En un mot, on attend le réveil du politique comme visée et synthèse, prenant en compte tous les éléments de la personne et de la communauté.

Le matérialisme est là, version courante de l'utilitarisme cher à Stuart MILL. Il se manifestait de plus en plus, en Occident, avec l'avènement de la société de consommation qui, depuis, a conquis d'autres continents. Il a trouvé une sorte de justification dans l'extension du libéralisme économique. L'idée dominante est que, selon notamment d'Adam SMITH et de Friedrich Von HAYEK, si chacun poursuit son intérêt personnel dans une société dont le marché est le centre, il en résultera un progrès pour tous.

À ce courant porté par de nombreux responsables, s'opposent de plus en plus les partisans d'une certaine régulation de l'économique et du social, au nom des imperfections du marché et aussi de ses limites quant à la prise en compte de l'homme dans toutes ses dimensions.

Le combat n'est pas d'une grande clarté, car il prend parfois les habits d'un conflit entre les modernistes et les passéistes, ces derniers trouvant leurs assises populaires dans la défense intransigeante des situations et droits acquis, et à la limite de corporatismes égoïstes.

Il en résulte d'énormes frustrations de la part de ceux qui sont à l'écart de ce mouvement de prospérité matérielle. Là aussi, les partisans de la régulation plaident pour un encadrement des activités du marché. D'autres s'engagent dans des révoltes avec des accents parfois désespérés.

Cherchons parmi les voix qui s'élèvent, dont celle du Pape Jean Paul II, un discours venu d'Amérique Latine. C'est ainsi que le père jésuite, Benjamin GONZALES BUELTA, provincial des Antilles, dénonce les maux du monde moderne, après avoir fustigé la culture hégémonique des médias :

"De nouvelles formes de pauvreté ont surgi, comme les déplacés urbains ou ethniques, les enfants de la rue, les femmes exploitées dans les zones franches ou les réseaux internationaux de prostitution, la délinquance et la criminalité dans les quartiers en lutte contre la drogue. En conséquence, le Sud pauvre lance des vagues d'immigrants vers le paradis supposé du Nord... Les pauvres des pays riches souffrent aussi de cette situation".

Face à ces misères dévoilées par les médias, les sociétés balancent entre le choc émotionnel et le sentiment d'impuissance. Mais l'émotion passe vite fut-ce au prix d'un peu d'argent donné lors des collectes réalisées par des organisations non gouvernementales, ou de ces "show" télévisés qui vous dispensent, une fois l'obole donnée, de tout engagement durable à l'égard de ceux qui souffrent et qui son exclus.

Par conséquent, la société émotionnelle vit une époque dénuée de toute référence profonde et de tout enracinement durable.

La portée de la mondialisation

D'un point de vue strictement économique, libéralisme et mondialisation vont de pair. Le premier facilitant en quelque sorte la seconde, grâce à la libération croissante des échanges de biens et services.

Il n'est pas exagéré de dire que la mondialisation donne le vertige à nos contemporains, au point qu'elle est devenue pour certains groupes de militants, le bouc émissaire de toutes les difficultés rencontrées. Cette critique radicale embrasse, dans un même élan, libéralisme économique et mondialisation, sans pourtant proposer, pour l'instant, un contre-modèle.

Retenons simplement que progresse ce que j'appellerais, faute de mieux, la valeur de l'enracinement qui ne s'illustre pas uniquement par la défense d'un mode de consommation et de produits du terroir, par la lutte contre certains aspects du progrès scientifique (comme les organismes génétiquement modifiés). Elle pousse aussi au renforcement du sentiment d'appartenance à sa collectivité de base, à sa région, à sa nation. L'Etat se voit alors assigner, par beaucoup, le rôle de protecteur contre les excès, voire les conséquences parfois positives de la mondialisation. Dans ces conditions, on voit réapparaître des manifestations de nationalisme exaspéré, à côté de réactions saines et justifiées.

Faut-il y voir, comme Sigmund FREUD, une manifestation du "narcissisme des petites différences" ? On serait tenté de le croire, quand on observe l'éclatement de certaines nations et les revendications à l'indépendance de groupes ethniques, linguistiques ou territoriaux. Tendances à la globalisation et au fractionnement sont donc les deux phénomènes dialectiques de notre époque.

D'un autre côté, le combat pour la liberté et pour la démocratie continue à influencer notre histoire contemporaine. Les grands régimes totalitaires se sont effondrés, mais il demeure encore de larges zones de privation de liberté et de non-démocratie. Dans les batailles idéologiques et concrètes à venir, il faudra, comme toujours, revenir à la distinction entre les libertés formelles et les libertés capacités, selon la formule de Raymond ARON. Cette problématique est immuable et soulève la question des moyens concrets de passer de la liberté dans les textes fondamentaux à la possibilité concrète pour chacun de l'exercer.

Personne et Nature

Cette question centrale de la liberté, nous la retrouvons à propos du mouvement qui a porté la promotion des femmes, d'abord en Occident, puis maintenant dans d'autres parties du monde. Il s'agit de comportements désormais établis, avec leurs illustrations dans la vie professionnelle comme dans la vie privée.

Au même moment, revenant sur une des traditions prêtées au christianisme (l'homme ayant - disait-on - reçu le pouvoir d'utiliser la nature à ses propres fins), la défense de l'environnement a conquis beaucoup de terrain en ces vingt dernières années. L'ONU y a consacré un de ses sommets, à Rio, en 1992. Les problèmes ne sont pas tous élucidés, les controverses nombreuses, les tensions permanentes entre défenseurs de l'environnement et industriels. Les opinions publiques y sont très attentives, toujours au nom du "risque zéro".

Le paradoxe réside dans la confrontation de ces deux mouvements : la "libération de la femme" et la protection de la nature. Les mêmes qui sont les plus exigeants pour la défense de l'environnement et la préservation de la nature sont les plus audacieux en ce qui concerne le contrôle des naissances et l'avortement devenu si courant, si banal dans les sociétés occidentales. Alors qu'en poussant jusqu'à l'excès leurs revendications dans ce dernier domaine, ils mettent en cause non seulement la conception défendue par l'Église, mais aussi une conception plus laïque de l'intégrité de la personne.

Il faut y voir, là aussi, un excès du libéralisme. Comme le souligne Octavio PAZ¹ : *“le caractère même de cette tradition, essentiellement critique, lui interdisait de proposer, à l’image des autres grands philosophes, une meta- histoire... le libéralisme circonscrit la religion à la sphère privée”*.

D’où la fascination de nombreux responsables politiques pour ce qu’ils appellent la modernité, l’homme devenant à la limite “un petit Dieu”. Au nom de cette modernité, et parce que les sondages montrent que le peuple, dans sa majorité, y consent, rien ne peut arrêter cette “libération” de toutes les entraves. Il y a peu de grand débat public sur ces sujets, puisque dans beaucoup de nos pays, la religion est une affaire purement privée.

On oublie ainsi que chaque être humain est unique et qu’il faut absolument respecter son intégrité, avec les conséquences que l’on doit en tirer sur les limites à assigner aux manipulations génétiques. En d’autres termes, il faut se mettre à la recherche d’une pensée unifiée sur personne et nature, au nom des mêmes principes éthiques.

La mise en cause de la modernité

J’ai déjà fait référence à cet usage commode de la modernité, concept à la mode, pouvant justifier tous les changements.

C’est oublier que toute analyse sérieuse doit commencer par poser la question de fait : qu’est-ce qui est immuable et qu’est-ce qui est changeant ? Banalité pourront rétorquer certains. Mais n’est-ce pas ce qui est oublié dans des sociétés sans mémoires et vivant dans l’instant ?

Mgr MARTINI, l’évêque de Milan le dénonce en ces termes :

“Ils vivent d’impressions, de lecture de journaux, de rumeurs, d’écoute de la télévision. Ils passent de l’une à l’autre de ces réalités, au milieu d’un tourbillon d’imagination, de fantasmes et de désirs. Une perspective en fait vite disparaître une autre, en demeurant toujours sous l’influence de quelque excitant”.²

On parle sans cesse de la crise du sens. Mais avant cela, que peut-on attendre du monde de l’instantanéité, produit par le déclin des religions et par la puissance des médias ? Le défi est d’une dramatique simplicité : peut-on avoir un avenir, sans bénéficier d’une mémoire, ni même d’un espace pour regarder et méditer ? Gaston BERGER, plaidant pour la nécessité d’une prospective, prélude à une interrogation sur le sens, disait : *“Regarder un atome le change, regarder un homme le modifie, regarder l’avenir le bouleverse”*.

La modernité comme prétexte ne saurait se substituer à une réflexion sur le sens de la vie humaine et sur l’avenir du Monde et de nos sociétés. C’est pourquoi, me semble-t-il, le Pape Jean Paul II a voulu, dans son encyclique “Raison et Foi”, relancer le dialogue philosophique, éthique et spirituel. Les intellectuels sont ainsi sollicités de prendre leurs responsabilités, par le discours, mais un discours global et signifiant. La mobilisation pour les droits de l’homme, souvent empreinte d’idéalisme et de bonne conscience, ne saurait exempter d’une réflexion sur le devoir de la pensée, face aux réalités et aux acteurs politiques, économiques et sociaux.

¹ *L’autre voix* - 1992.

² *Epreuve et persévérance* - 1993.

II. LES VALEURS VÉCUES : IMMUABLES ET CHANGEANTES

Comment discerner le changeant de l'immuable ? Cet exercice m'a toujours paru le plus risqué, tant d'un point de vue intellectuel que d'un point de vue politique.

Je vous propose, au risque d'être encore trop marqué par une approche occidentale, de sélectionner, comme valeurs vécues et dominantes, l'individualisme à mes yeux excessif, la poussée générale de l'idéologie des droits de l'homme, le culte de l'instantané et enfin l'aspiration, dans le vertige présent, à des racines et à des références.

A. L'individualisme occidental

Sans doute est-ce un trait essentiel de cette modernité que la montée de l'individualisme dont quittant les rivages de la philosophie, je ne me risquerai pas à dire les multiples racines, y compris dans les religions chrétiennes.

Les révolutions industrielles ont été, bien entendu, un facteur essentiel de l'évolution, comme l'ont souligné tous les historiens des deux derniers siècles. Et ce, par contraste pour une forme de communautarisme secrété par l'économie à dominante agricole et rurale. Puis ont émergé les diverses contestations du capitalisme avec la naissance d'une conscience de classe, sur les lieux mêmes du travail industriel. Ce sentiment d'un destin commun et solidaire allait être le ciment du syndicalisme, puis imprégner, à travers les réformes sociales, la création d'un corps de protection sociale et de systèmes de sécurité sociale : la société du "welfare" qui connut ses heures de gloire, notamment en Europe, après la dernière guerre mondiale. Le mouvement syndical s'étendit d'ailleurs, avec plus ou moins de facilité, aux autres pays du monde.

Dans le même ordre d'idées, d'antidote à un individualisme excessif, on assista au mouvement de la coopération et de la mutualité, qui voulait une prise en charge collective, par les intéressés eux-mêmes, de certaines activités de protection ou de solidarité sociale.

Force est de constater que les uns comme les autres - les syndicats comme les mutualistes - éprouvent les plus grandes difficultés à maintenir leur influence. La société de consommation est là, les couvertures sociales essentielles semblent acquises. Dès lors, la mobilisation des adhérents, et encore plus des bonnes volontés, s'avère difficile. Ainsi, et au fur et à mesure que le contrat de travail s'individualise, que les encombrements de la ville accroissent les temps de transport, que la civilisation des loisirs déploie tous ses attraits, il devient de plus en plus difficile de réunir les intéressés et de maintenir un climat de solidarité collective. L'homme est trop souvent ce solitaire perdu dans la foule.

L'évolution des moeurs se précipite depuis 1950 et accroît les tendances à l'individualisme : la libération sexuelle, les familles éclatées, les enfants délaissés. Tout concourt à cette quête d'une vie sans entraves. Pascal BRUCKNER dans *l'Euphorie perpétuelle*, l'intitule le devoir de bonheur : "*Cette idéologie qui pousse à tout évaluer sous l'angle du plaisir et du désagrément, cette assignation qui rejette dans l'opprobre ou le malaise ceux qui n'y souscrivent pas*".

B. La poussée des droits de l'homme

Le processus de mondialisation, s'il effraie beaucoup de nos contemporains, ne charrie pas avec lui que le développement des échanges, la mise en cause des pouvoirs existants (notamment nationaux) ou de nouvelles fractures de bien être entre les peuples. Il fait émerger peu à peu, grâce à la diffusion de l'information, des réflexes et des réactions au-delà des frontières. Chacun peut voir, sur son écran

de télévision, des faits qui le scandalisent ou l'émeuvent : des révoltes et des répressions, des tyrans, des peuples qui souffrent de l'oppression ou plus dramatiquement encore, de la faim ou de la maladie.

De là, ont surgi une référence intellectuelle et un répertoire d'actions.

La référence aux droits de l'homme qui a fait l'objet, au lendemain de la guerre, de déclarations solennelles, est de plus en plus présente dans la réflexion publique. Les victimes en prennent conscience et expriment leurs revendications, d'autres, vivant dans des conditions plus clémentes, leur font écho et les soutiennent. L'Organisation des Nations Unies est pressée de s'en saisir et, il faut bien le constater, ses interventions sont de plus en plus nombreuses, même si le succès n'est pas toujours au bout de ses efforts. D'autre part, le droit humanitaire devient une réalité au niveau mondial, grâce à la création de la Cour Pénale Internationale, décidée à Rome, et au Tribunal Pénal International de La Haye.

La vie associative trouve dans cette inspiration générale, un terrain d'élection. Des volontaires s'engagent à consacrer tout ou partie de leur temps au service des causes liées aux droits de l'homme. Le citoyen ordinaire s'en émeut et y contribue financièrement. Qui dira l'énorme travail accompli, au prix de mille difficultés et de grands risques, par tous ces "soldats de l'aide humanitaire" ?

Est-ce l'amorce d'une conscience mondiale ? Il faut l'espérer et, en tout cas, encourager cette oeuvre immense de défense de tous les hommes et de solidarité effective.

Mais il faut s'attendre néanmoins à une histoire chaotique.

D'une part, dans le même droit fil, se constitue un front anti-mondialiste dont on voit bien, au point de les partager, les inquiétudes qu'il veut exprimer. Mais il ne s'agit nullement d'un contreprojet qui esquisserait les principes d'une organisation de notre village-planète.

D'autre part, au nom des droits de l'homme, on en vient à exiger des gouvernements, une politique tellement idéaliste que sa mise en oeuvre aboutirait aux résultats inverses de ceux recherchés. Et l'on en revient au tragique de l'Histoire humaine : comment faire reculer le mal, sans susciter un chaos invivable. Cela demanderait, je le reconnais, bien des explications qui dépassent de cadre de cet exposé.

C. Le culte de l'instantané

C'est à propos d'une telle question que se marquent très nettement les oppositions entre l'Occident et l'Orient. Nul doute, en effet, qu'en Chine ou en Inde, pour ne prendre que ces exemples qui concernent près d'un tiers de la population mondiale, le sens du temps, le poids des traditions, l'impact de la culture, les pratiques religieuses, constituent autant de barrières à ce culte de l'instantané.

Curieusement, ce culte vaut davantage pour la sphère publique que pour la sphère privée. On vit encore avec les liens d'une histoire familiale et on est capable de projets individuels. Même si l'agenda quotidien de la vie subit les effets de ce que j'appelle, faute de mieux, l'émiettement de la pensée et du temps. Alors que diminue le temps dit contraint, celui consacré au travail rémunéré, ce qui devrait permettre la méditation, le ressourcement et l'épanouissement personnel.

C'est le citoyen, l'homme socialisé, qui est en cause. Avec la radio et la télévision, les informations se succèdent à une cadence infernale, trente secondes, une minute voire deux, par sujet. Aucun rappel des faits passés qui pourraient être liés au fait présent. Vous comprenez mieux alors mon allusion au restaurant Mc Donald's : "vite fait, vite consommé, vite oublié". Ainsi en va-t-il de l'information de nos citoyens, privés peu à peu de mémoire, choqués - parce que telle est bien l'intention des médias -

par la brutalité des faits ou le scandale, succombant alors à l'émotion. Mais cette émotion vécue par beaucoup de nos contemporains, dans un fauteuil face à la télévision, est généralement sans lendemain.

Certes, ma description est trop générale et frôle l'injustice. Car elle passe sous silence les efforts d'une minorité de producteurs d'émissions télévisées tendant à reconstituer une histoire pour expliquer des données récentes de l'actualité, à provoquer à leur sujet réflexions et débats. Mais de telles émissions n'ont pas l'accès aux heures de grande écoute. Il reste à inventer un mode d'intervention des médias qui suscite une réflexion approfondie du citoyen.

Car un individu émotionnel et spectateur est-il encore un citoyen ? Participe-t-il réellement à la vie de ses collectivités d'appartenance, à la vie de la cité ? Ne pense-t-il d'ailleurs pas qu'avec la multiplication des sondages, on n'a guère besoin de son engagement militant, sauf, de temps en temps, de son vote ? Le désenchantement démocratique est tel que l'abstentionnisme grandit.

Cette crise de la politique est extrêmement grave et menace la démocratie, alors même que celle-ci ne cesse de gagner du terrain, aux dépens des régimes autoritaires !

Ce modernisme fade et subi exerce même ses ravages dans les systèmes éducatifs où la place des matières fondamentales se réduit au profit d'un enseignement utilitariste. Celui-ci est défendu par ses promoteurs, toujours au nom de cet impératif et aussi sous motif d'égalité des chances. Or, c'est souvent le contraire qui se produit avec l'augmentation du nombre d'adolescents qui ne maîtrisent pas les savoirs essentiels : la lecture, l'écriture, le calcul. Sans parler de l'absence d'une culture historique ou littéraire. On ne gagne pas la bataille pour l'égalité des chances en diminuant le niveau scolaire. Mais là aussi, l'instantané s'est infiltré dans le travail scolaire sous la forme de discussions à propos d'une information ou d'une émission de télévision.

D. Le besoin de racines et de références

La mondialisation en cours donne le vertige. L'instantanéité instaure la coupure avec le passé et la myopie pour le futur. La mobilité géographique conduit beaucoup de gens loin de leur lieu de naissance, de leur parenté. La grande ville les séduit, mais en même temps leur donne le sentiment d'être un peu des funambules.

Comme toujours, l'homme a, en lui-même, assez de forces pour, sans le concours de chefs charismatiques ou démagogiques, réagir contre les excès dans lesquels il risque de tomber. Il n'y a donc pas lieu de tomber dans un pessimisme systématique

L'homme contemporain exprime un besoin de racines. Il peut aller jusqu'à les retrouver dans ses lieux de vie passée, dans des rencontres familiales. Mais il peut aussi les recréer en quittant l'anonymat de la grande métropole pour aller vivre dans un endroit qu'il pourra aménager par référence à ses meilleurs souvenirs du passé. En contrepartie, il passera plus de temps dans les transports pour aller à son travail, mais il retrouvera une ambiance, des liens sociaux qui lui manquaient tant.

D'autres, dénués de toute liberté capacité, seront relégués dans des quartiers où dominant le chômage, puis l'insécurité. Eux aussi inventeront des formes de vie communautaire, dans une sorte de défi à une société qui les ignore.

Mais ce besoin de références va au-delà de l'aménagement de la vie quotidienne. Il en appelle au sentiment d'appartenance à une collectivité signifiante. C'est alors qu'apparaissent de nouvelles formes de nationalisme, coïncidant souvent avec l'anti-américanisme, pour d'autres par le rejet de la construction européenne. J'y vois un effet du vertige causé par la mondialisation qui ne s'arrête pas là. D'où les revendications des minorités ethniques ou nationales pour plus d'autonomie, voire pour l'indépendance. D'où également l'importance accrue des mouvements régionalistes se réclamant de

leur histoire, de leur langue. Ils retrouvent, pour s'en prévaloir, le principe de subsidiarité. Il reste à lui donner un contenu positif, empreint de responsabilité et de solidarité.

Cette tension entre le global et le local est un facteur essentiel qui peut devenir, comme la langue d'Esopé, "la meilleure ou la pire des choses". C'est un défi pour la pensée et la praxis politique, à un moment où la politique connaît une crise indéniable, sous la pression d'un économisme envahissant et d'un individualisme excessif.

III. LES VALEURS À PROMOUVOIR

À vrai dire, il existe un lien entre les valeurs vécues et les valeurs qu'il conviendrait, selon moi, d'affirmer. Les deux ont parfois les mêmes racines ou rencontrent les mêmes craintes exprimées par nos contemporains. Ou bien encore, s'agit-il de lutter contre des formes insidieuses d'aliénation, comme obstacle à un authentique épanouissement de la personne humaine.

Apprendre à vivre avec les autres

Il s'agit là d'une prescription éternelle. Pourtant elle revêt de nouveaux habits alors que rebondit le débat sur la justice sociale et que le monde se rétrécit, en quelque sorte, sous l'impact de la globalisation.

Permettez-moi de prendre comme point de départ la mission que l'UNESCO avait confiée à une commission internationale : réfléchir sur l'éducation au XXIème siècle. Cette commission, composée de personnalités de tous les continents et que je présidais, soumit son rapport intitulé : *L'éducation : un trésor est caché dedans*. Elle proposait quatre fondements pour la formation des individus : apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à être et enfin, apprendre à vivre ensemble. Pour justifier ce dernier choix, elle expliquait :

"Il s'agit d'apprendre à vivre ensemble en développant la connaissance des autres, de leur histoire, de leurs traditions et de leur spiritualité. Et à partir de là, de créer un esprit nouveau qui, grâce précisément à cette perception de nos interdépendances croissantes, à une analyse partagée des risques et des défis de l'avenir, pousse à la réalisation de projets communs ou bien à une gestion paisible et intelligente des inévitables conflits".

Alors qu'il n'est question que d'exclusion sociale dans chacun de nos pays et dans le monde, notre devoir est de bien comprendre l'autre, de l'accepter avec ses différences et à partir de là, de combattre contre les inégalités les plus graves, de construire un pluralisme authentique.

John RAWLS souligne le lien entre relation à l'autre et la recherche de la justice, lorsqu'il affirme que la justice ne peut être obtenue que par la participation des personnes libres et égales "c'est-à-dire comme dotées d'une personnalité morale qui leur permet de participer à une société envisagée comme un système de coopération équitable en vue de l'avantage mutuel".

Nous nous situons là, en amont de la discussion sur les droits de chacun dans une société donnée. Le préalable, pour réussir une avancée positive, est la compréhension des autres, de leurs difficultés, de leurs défauts aussi, qui sont un obstacle à leur inclusion dans une société plus juste. C'est une forte invitation à ne pas se replier sur soi-même, à sortir des lieux communs, des discours qui nourrissent notre bonne conscience.

Le vaste chantier de l'éducation tout au long de la vie doit s'ouvrir dans cette perspective du respect de l'autre, ce qui ne va pas sans une meilleure connaissance de l'histoire en général et de l'histoire des religions en particulier.

Est-ce en pleine contradiction avec les idées de Bernard MANDEVILLE et d'Adam SMITH, selon lesquelles la société dans son ensemble bénéficie de ce que chacun poursuit son intérêt individuel ? La réponse est, dans une certaine mesure, affirmative, car il faut insister sur la différence entre deux prolongements des idées libérales : ou bien que le meilleur gagne, et tant pis pour les autres qui ne savent pas se défendre, thèse inacceptable selon moi ; ou bien, les mérites économiques doivent être récompensés, mais sans pour autant en faire la seule échelle de valeurs.

En d'autres termes, vivre vraiment avec les autres implique la compréhension, le rejet de toute discrimination a priori et la réhabilitation de la confrontation démocratique, au dépens du seul affrontement brutal des forces économiques et sociales, c'est-à-dire de la force.

Et pourtant, ce n'est pas l'humeur de notre temps, où on ne mentionne que la création de valeur (patrimoniale et monétaire) comme critère de la réussite, voire de la bonne santé d'une société. On confond d'ailleurs valeur et richesse matérielle.

En affirmant cette position, je ne veux pas incliner à l'angélisme. Il y a des rapports de forces qu'il faut gérer et maîtriser, il y a le tragique de l'Histoire. Mais pour autant, l'empathie n'est nullement une attitude vaine, elle peut être favorisée par le développement culturel et une meilleure compréhension de l'autre.

C'est dans cet esprit qu'il convient de constituer les bases d'un ordre mondial plus vivable, parce que moins opaque, moins injuste. Mais la défense du faible ne doit pas aller jusqu'à l'ignorance de ses propres failles, comme par exemple le mauvais gouvernement, l'arbitraire et la corruption que pratiquent, hélas, de nombreux pays. Là encore, une meilleure compréhension et le désir de vivre ensemble sont des atouts essentiels.

Faire vivre les communautés d'appartenance

En abordant ce thème, je ne suis pas éloigné de ce besoin de racines et de références que j'évoquais auparavant, face à cette tension entre le global et le local, ce constat de l'individu solitaire dans la foule toute proche comme dans la foule immense de l'humanité.

Nous devons être des bâtisseurs de ces communautés où chaque personne se révèle et s'épanouit. Construire, et parfois reconstruire ces ensembles.

Les chantiers sont nombreux et leur analyse nous entraînerait trop loin, car les voies de réussite sont différentes, selon qu'il s'agit de reconstituer des cellules familiales vivantes, d'appliquer la subsidiarité aux affaires collectives qui peuvent se régler au plus près des gens, de développer un sentiment clair d'appartenance à la nation ou de construire les nouvelles entités supranationales.

La base philosophique est la même. L'homme n'est pas complètement humain s'il refuse toute insertion dans une communauté ou s'il en est rejeté par les autres. On en déduit, comme déjà souligné, une politique de l'éducation, mais aussi des politiques de la famille et de l'aménagement des ensembles humains.

C'est, sans aucun doute, le seul moyen de combattre les excès de l'individualisme et les nouvelles formes d'exclusion sociale.

À cet égard, je voudrais insister, ne fut-ce qu'un instant, sur les leçons à tirer de cinquante années de construction européenne. À l'origine était cette profonde aspiration "Plus jamais la guerre entre nous", ce qui fut réalisé tout du moins entre les membres de l'Union Européenne. Mais, l'inspiration de départ nourrie par de nombreux chrétiens, la multiplication des échanges, les solidarités de fait, ont conduit à une meilleure compréhension entre les peuples concernés. Et sans doute, peut-on le dire dès maintenant, la naissance d'un sentiment d'appartenance à cette collectivité plus vaste que la nation :

un apprentissage de l'unité dans la diversité et, par voie de conséquence, un internationalisme ouvert et concret.

D'autres continents suivent cet exemple, même s'ils n'en sont encore qu'à la dimension économique : le MERCOSUR en Amérique du Sud, l'ASEAN en Asie.

Dépasser le cadre de la modernité

Sans retomber dans un débat philosophique, on peut dire que la référence à la modernité signifie vulgairement la rupture avec le passé, et notamment avec les phases historiques où s'affirmait une conception transcendante de l'existence.

Cette affirmation nous fait problème en Occident. J'y reviendrai. Mais elle est surtout cause d'un affrontement avec les civilisations et cultures de l'Orient. Car c'est bien en Orient qu'un courant intellectuel s'est développé pour affirmer que l'avènement d'une société moderne n'était pas incompatible avec le maintien des valeurs et des pratiques inhérentes aux anciennes traditions, à une certaine conception de la place de l'homme dans l'univers.

Rupture et continuité. Cette synthèse entre deux termes a priori antinomiques viendra peut-être de la Chine ou de l'Inde, plus que des Etats-Unis ou de l'Europe, enfoncés dans leur matérialisme et leur hédonisme. C'est la raison pour laquelle il convient de multiplier les dialogues entre l'Occident et l'Orient.

Mais prenons garde à ne pas confondre les deux débats à engager. L'un porte sur l'acceptation de ces deux paramètres de la modernité que sont la science et la démocratie, l'autre, sur les finalités ultimes et les valeurs suprêmes, le fossé qui existe par exemple, entre le christianisme et le confucianisme.

L'obsession de la modernité ne facilite guère la recherche d'une issue à nos problèmes. Il est vain de protester contre un univers dominé par la technologie, la standardisation, la société de masse, le déclin de la vie communautaire... Il s'agit d'en retrouver la maîtrise au nom de valeurs qui transcendent les progrès technique et matériel.

Comment l'homme moderne victime de ses oeuvres, souvent aliéné par elles, peut-il se les réapproprier en leur donnant un sens, ou plus précisément, le sens du Bien, le sens du Beau ?

J'en reviens donc à la mémoire, à l'histoire de l'Humanité, à ses heures d'optimisme, à ses moments de décadence, aux périodes tragiques où le Mal paraissait inexpugnable. Nous devons affirmer que nous sommes les héritiers et les continuateurs de cette Histoire, soucieux de trouver et de faire connaître ce que l'humanité a appris sur elle-même, les leçons qu'elle doit en tirer pour sa propre aventure.

La modernité n'est ni la rupture totale avec le passé, ni sa simple répétition sous les habits neufs du progrès scientifique et matériel. Cette reconquête de toute notre histoire peut devenir la valeur forte qui nous conduira à un progrès humain, certes toujours fragile, mais chargé de sens.

Un nouvel humanisme pourra émerger où le spirituel d'abord implicite, retrouvera toute sa place.

Le philosophe personnaliste Jean LACROIX, disait à ce propos :

“La valeur de la croyance se mesure donc à sa capacité de faire progresser l'individu et l'humanité : elle est croissance dans l'être. Croire, si l'on veut, c'est ouvrir le temps à l'éternité”.

*
* *

Ces quelques réflexions normatives ouvrent, en fait, sur des principes très simples, mais liés entre eux : la liberté, la solidarité et la responsabilité. La première se répand progressivement, aux dépens des totalitarismes. La seconde a connu ses heures de gloire dans les sociétés de bien être, mais est aujourd'hui menacée. Quant à la troisième, elle fait le plus souvent défaut. Pourtant, cette notion de responsabilité, individuelle ou collective, est au coeur de toute oeuvre de renouvellement. La responsabilité du chrétien, quelle que soit sa place dans la vie, est comme toujours énorme et exigeante.

“La théologie, soulignait Hans Urs Von BALTHASAR, n'a pas de compétence directe pour les questions de structure de ce monde. Elle laisse le chrétien s'y aventurer avec une image de l'homme à partir et en faveur de laquelle il pourra structurer les sociétés humaines de son mieux”.

Il ne m'appartient pas d'aller plus loin et notamment dans cette assemblée. Sauf pour dire que la présence au monde ne doit pas être confondue avec la présence dans le monde. Le don de soi, la prière, la méditation et l'altérité sont vitales pour contribuer à l'émergence d'une nouvelle citoyenneté et à la découverte du sens de toute vie.